



AMERIQUE/ETATS UNIS - Approbation définitive des nouvelles normes en matière d'immigration, objectif annoncé par le Président américain

Washington (Agence Fides) – Le Président des Etats-Unis, Barak Obama, dans son Discours sur l'Etat de l'Union prononcé hier, a rappelé son indépendance par rapport au Congrès en annonçant une série d'ordres exécutifs et de décisions, ce qui embrasera les relations déjà tendues entre le Président démocrate et les Républicains. Obama, outre à augmenter le salaire minimum et à invoquer une parité des salaires entre hommes et femmes, a annoncé un tournant historique en matière de politique de l'immigration, à savoir une réforme définitive du système.

En de nombreuses occasions, l'Eglise catholique avait insisté afin que le problème des « sans papiers » qui concerne plus de 11 millions de personnes et a causé la division de nombreuses familles soit résolu (voir Fides 10/05, 10/07, 30/07, 06/09/2013 et 14, 15/01/2014).

La note envoyée à Fides indique qu'Obama a dédié seulement deux minutes de son discours afin de solliciter le Congrès d'approuver « au cours de cette année 2014 » une autre vieille promesse électorale : la réforme des normes relatives à l'immigration. « Si nous sommes sérieux en ce qui concerne la croissance économique, il est temps de réformer définitivement notre système d'immigration » a déclaré Obama. « Républicains et Démocrates au Sénat ont travaillé. Je sais que les membres des deux partis à la Chambre des Représentants veulent faire de même. Procédons donc afin d'approuver la réforme cette année » a exhorté Obama dans son plus important discours de l'année.

La mention de la réforme des normes en matière d'immigration, même si elle a été de courte durée, a déclenché une standing ovation de la part de l'ensemble du Congrès, ayant même été applaudie par Eric Cantor, le responsable de la majorité républicaine à la Chambre des Représentants. Obama avait insisté en d'autres occasions sur le fait que, peut-être, « cela n'avait pas de sens » de modifier le système actuel s'il n'était pas possible à des millions d'immigrés privés de documents, d'obtenir la nationalité. Hier, toutefois, le Président démocrate a évité de mentionner dans ce discours ce point controversé. (CE) (Agence Fides 29/01/2014)